

LIP, DEUX ANS APRES

Voir page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

11

FÉVRIER

1976

N° 108

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SEGUY-MAIRE AU SECOURS DE L'UNION DE LA GAUCHE

A coup sûr, «la situation est grosse d'une crise sociale et politique» et «le mécontentement confine à la révolte» dans la classe ouvrière comme aussi chez les employés de la Fonction Publique (que la journée du 5 février dernier a laissé sur leur faim d'actions efficaces)!

Il a donc fallu Air-France, Clark, Sovirel, Orlane et aujourd'hui Solmer pour contraindre Séguy et Maire à regarder la réalité en face ? Et encore juste un instant, le temps de s'apercevoir de leurs difficultés grandissantes dans cette situation de crise, où «le niveau de conscience dont les luttes sont porteuses aujourd'hui» croît...

La colère monte : les travailleurs demandent des comptes : ils exigent l'unification des luttes, l'élévation des efforts communs pour faire pièce au blocage des salaires, à la misère et au chômage qui enserrant les familles ouvrières et populaires dans l'étau de la politique de crise de la bourgeoisie française.

Dans ces conditions, il ne reste plus qu'à faire contre mauvaise fortune bon cœur, pour pouvoir, ensemble, être mieux à même de bernier les travailleurs : pour s'efforcer de verrouiller les luttes et maîtriser leur développement au service exclusif du Programme Commun, il faut passer l'éponge sur ce que

Maire appelait «les écarts à la solidarité constatés au mois de décembre».

Eh oui, pour espérer que les partis de la Gauche bourgeoise soient «bien placés pour assurer des changements», les confédérations qu'ils dirigent cherchent à «prendre toutes les initiatives communes nécessaires...» pour canaliser la volonté de lutte des travailleurs vers une «issue» réformiste.

Aussi faut-il déjouer cette nouvelle manœuvre des partis de gauche qui, profitant de leur domination actuelle sur les confédérations tentent de raccrocher la combativité ouvrière «à une action de masse unitaire» qui, selon la direction CFDT, constituerait «le meilleur moyen d'améliorer la crédibilité de l'Union des Forces Populaires», du P«C» et du PS...

Car ce qui est cause, c'est la construction, (en s'appuyant sur le développement des luttes, sur chaque victoire partielle arrachée à l'austérité, à la politique de force de la classe au pouvoir) d'un rapport de force en faveur des travailleurs.

Ce qui donnera confiance pour mettre en échec la politique de crise ! Là est l'exigence des sidérurgistes, des travailleurs de la Fonction Publique et Nationalisée, des employés de magasins, des ouvriers de Rhône-Poulenc...

Stéphane RAYNAL

POTS DE VIN: DES MINISTRES MOUILLES



Et pour quelques dollars de plus...

Lockheed : 1 million de dollars
pour le prince Bernhard de Hollande

Ford proteste

SOLMER
une
majorité
'silencieuse'
qui en dit
long voir page 4

LA MORT DE DIDIER

les services
d'urgence
en question

voir page 5

SOMMAIRE

- la commission parlementaire sur les libertés -p. 3-
- luttes ouvrières -p. 4-
- Produits pharmaceutiques : baisse d'un côté, hausse de l'autre -p. 5-
- la vie du journal -p. 6-
- bloc-note : les tremblements de terre -p. 7-
- Portugal : les patrons reviennent, les travailleurs luttent -p. 8-

DOSSIER

LIP, DEUX ANS APRES

C'est maintenant le plan Neuschwander qui les attaque. La bourgeoisie a envoyé un « patron de gauche ». Mais Neuschwander est comme Giscard ; de la démagogie en veux-tu, en voilà. Et si ça ne marche plus, les menaces et les mauvais coups. Les projets de la bourgeoisie n'ont pas changé : « rentabiliser Lip, augmenter la productivité ».

A coup d'heures supplémentaires importantes, d'embauche de travailleurs intérimaires, il a créé un stock : plus de 100 000 montres.

Pour ces heures supplémentaires, on voyait près de 60 voitures sur le parking le soir. Neuschwander avait même remis à l'honneur le travail à domicile, comme dans le Haut-Doubs. Le matin, tôt, certains fayots ramenaient le travail fait le soir ou dans la nuit.

Les conséquences de cette logique sont là :

- Semaine de 40 H au lieu de 42 H 30 (on sort maintenant à 15 H 45 au lieu de 16 H 15) et en plus, des journées chômées.

- Pour 37 travailleurs, la pré-retraite, véritable licenciement déguisé.

- Pour certaines filles de l'horlogerie, mutation à l'armement.

- A l'armement et aux boîtes, il faut maintenir la production malgré les réductions.

- Enfin, pour tous, c'est 12 % de perte de salaire, alors que Neuschwander gagne 2,5 millions par mois, et que, pour ses hauts faits, il vient d'être augmenté de 14 % !

puissant à une lutte d'ensemble. Les coups de téléphone pleuvent sur Piaget et Vittot de toute la France : « Alors ? Vous reprenez la lutte ? » A ces coups de téléphone, la CFDT répond : « non, pas encore... c'est difficile... l'usine est fragile... »

reprendre la lutte, et la démagogie de Giscard est un aveu de cette peur.

D'autre part, montre à quartz ou pas, la manufacture Lip n'est pas une usine qu'on raye de la carte. Cet attentisme développé par les réformistes dans la CFDT, il a contribué à laisser s'installer la division, l'individualisme, et pour d'autres, le découragement.

L'ATTITUDE DE LA CGT :

Désavouée par les travailleurs pendant la lutte, qu'a fait la CGT pendant deux ans ? Rien. Elle attendait,

La montre à quartz :

UN PROGRÈS POUR LE PEUPLE ?

La plupart de nos montres sont mécaniques, avec mouvements, ressorts, aiguilles. Ce produit est parvenu à un haut degré de qualité. (Pour 200 F, on a déjà une très bonne montre).

Puis les montres électriques ont fait leur apparition, et, plus récemment, les montres à quartz : à 100 % électroniques, sans aucun mouvement. Plus d'aiguilles : l'heure s'inscrit avec des chiffres, en utilisant des diodes lumineuses ou des cristaux liquides. C'est une nouveauté technique qui représente moins de 5 % de la production mondiale.

Le prix : il faut compter près de 900 F aujourd'hui ! Elle n'est pas pour nous ! Et, si son extension signifie licenciements massifs dans le Haut-Doubs, réductions d'horaires chez Lip, la classe ouvrière n'y a aucun intérêt.

LA CFDT ENGAGÉE DANS LE RÉFORMISME :

Le PSU n'a cessé de propager dans la CFDT l'idée que : « l'usine est fragile ; si nous luttons, nous aggravons les difficultés de l'usine, et nous risquons à nouveau les licenciements ». Dans la pratique, cette position devenait :

guettait les erreurs, sachant qu'elle n'avait rien à perdre.

En janvier, la section CGT a pris des positions justes : une pétition refusant les réductions d'horaires, réclamant le maintien intégral du salaire, a recueilli 315 signatures. Une délégation de 120 personnes s'est rendue à la direction. Beaucoup de travailleurs étaient déchirés « j'irais bien, ils ont raison », et en même temps, « oui, mais aller avec ces pousins, après ce qu'ils nous ont fait ! »

Le succès de ces initiatives de la CGT s'explique par leur justesse, même si la CGT les a fait uniquement dans un but électoraliste (les élections professionnelles approchant, il leur faut remonter la pente).

SORTIR DE CETTE SITUATION :

Pour cela, il faut sortir de cette fausse alternative - ou démagogie giscardienne - ou voie réformiste et collaboration de classe.

La lutte chez Lip, c'est un besoin ressenti par beaucoup ; les initiatives justes le prouvent. Il faut regrouper tous ceux qui veulent construire une voie révolutionnaire. Alors, les travailleurs pourront l'imposer dans leurs syndicats, et imposer le maintien intégral des salaires.

La lutte des Lip, elle passe aussi par l'unité avec les travailleurs du Haut-Doubs victimes comme eux de la crise.

USINE FRAGILE ? C'EST FAUX !

Les Lip sont forts politiquement. La bourgeoisie n'a aucune envie de voir les Lip

POURQUOI L'AIDE DE GISCARD ?

Pour deux raisons. La première, c'est qu'il faut donner



les moyens financiers nécessaires à Neuschwander pour que l'impérialisme français ait une chance dans le domaine de la montre à quartz.

La deuxième raison est politique : à peu de frais, la démagogie giscardienne tente une fois de plus de duper les masses en ayant l'air de dire « ils sont bien ces gars de Lip, il faut les aider ».

Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il a peur que les Lip entrent à nouveau en lutte, et que cette lutte soit un symbole pour la classe ouvrière et un encouragement



LA CRISE DE L'HORLOGERIE

LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

La production française est au 5^e rang mondial (derrière la Suisse, le Japon, les USA, l'URSS). Elle exporte 60 % de cette production, principalement dans le Marché Commun.

les horlogers (Haut-Doubs)

En 71, sur 245 entreprises d'horlogerie, la moitié avait moins de 10 ouvriers (200 usines en ont de 1 à 50). Aujourd'hui, cela n'a guère changé, 12 000 personnes sont employées dans 215 entreprises, de type familial pour la plupart.

Certaines usines sont très spécialisées (ressorts, spiraux, ébauches, assortiments). La plupart ne sont que des usines de montage (habillage des montres) où chaque entreprise dépend souvent de 14 fournisseurs particuliers.

La Franche-Comté produit 80 % de la production française, et 60 % sont dans le Haut-Doubs. (Lip : 2 %)

Citons quelques exemples :

- Cupillard-Rieme : 220 personnes, 900 000 montres (à Morteau)

- Blind : 72 personnes, 217 000 montres (Besançon)

Ces petites entreprises familiales utilisent encore pour une part le travail à domicile (Maiche, Charquemont, Morteau, Villers-le-Lac...)

La crise capitaliste et ses restructurations viennent frapper de plein fouet toutes ces entreprises que la bourgeoisie n'a pas l'intention d'aider.

QUARTZELEC :

L'usine LIP est une manufacture (il n'y en a que 4 en France). Cela veut dire :

- la production de la montre de A à Z.

- un niveau technologique important : secteur de recherche (qui a élaboré la montre à quartz-Lip), fabrication de machines-outils.

Neuschwander créait Quartzelec en 74, dès son arrivée. La Thomson-CSF, actionnaire à 20 % dans Montrelec, est prête à abandonner Montrelec pour être majoritaire dans Quartzelec avec Lip.

LA RECONVERSION ?

Aujourd'hui, en Franche-Comté, la décision à prendre est amère. Les petites usines d'horlogerie sont-elles toutes condamnées ? Peut-on les reconvertir en atelier de mécanique de précision ? La bourgeoisie n'a pas encore tranché : le plan horloger traîne sur le bureau de d'Ornano, ministre de l'industrie.

Car, qui dit plan horloger dit restructuration ; si l'impérialisme français ne veut pas capituler devant son rival américain, il faut sans tarder choisir aussi la montre à quartz et les composants électroniques.

La bourgeoisie française hésite ; deux projets sont en présence : Montrelec et Quartzelec.

MONTRELEC :

Créée en 71, cette société regroupe la plupart des petits horlogers du Haut-Doubs, appuyés par Jaz, Thomson-CSF. Cette société n'a pas la base industrielle pour une fabrication rentable de la montre à quartz.

Pour réaliser son plan, Montrelec a besoin d'une aide massive de l'Etat ; celle-ci tarde. C'est que depuis peu, un nouveau projet est né.

QUEL CHOIX ?

Si la bourgeoisie hésite encore, c'est sur l'importance des moyens à mettre en œuvre dans le domaine de la montre à quartz. Car Montrelec, comme Quartzelec sont dépendants de la technologie américaine. Ils importent tous deux les circuits imprimés électroniques nécessaires à la fabrication de la montre à quartz.

Ainsi, dès octobre 75, Neuschwander a passé un accord avec National Semi Conductor (USA) pour importer les circuits imprimés. En échange, Lip vendra les montres à quartz américaines (fabriquées par Novus) dans son propre réseau commercial !

Alors, Montrelec, ou Quartzelec ? La bourgeoisie française n'a pas encore choisi, mais tout montre que Neuschwander a les faveurs de Giscard. Ce que Giscard aime par-dessus-tout, ce sont ces patrons démagogues comme lui, capables d'impulser la collaboration de classe dans l'entreprise avec « des syndicats forts » !

POLITIQUE

Réunion de la commission sur les libertés

FAUX LIBERALISME ET FAUSSE ALTERNATIVE

Aujourd'hui, 10 février, se réunit la commission spéciale de l'Assemblée nationale mise en place par le gouvernement à la fin de l'année 1975. Cette commission doit examiner la proposition de loi présentée par l'assemblée nationale le 17 décembre 75 sur les libertés. Il s'agit pour la bourgeoisie d'adapter aujourd'hui sa législation sur ce point particulier. Mais c'est dès juillet 1974 que Poniowski avait désigné une commission de juristes et de hauts magistrats chargée d'étudier un «code des libertés fondamentales».

Ce texte vise à perfectionner l'arsenal de lois dirigées contre les luttes de la classe ouvrière. Ainsi, l'article 52 précise : «Toute cessation concertée du travail n'est licite que pour des motifs professionnels. Elle ne peut porter atteinte à la liberté du travail». Et il est ajouté que la reprise du travail se fera à bulletin secret, sans contrôle d'un magistrat, et ceci à la demande d'un syndicat, de la majorité des délégués du personnel ou du directeur d'entreprise.

bourgeoisie craint par dessus tout un développement autonome de mouvements dans la classe ouvrière, où s'affirme largement une volonté intransigeante de lutte, une discipline prolétarienne qui rassemble l'ensemble des grévistes dans une même volonté générale, et subordonne à cette majorité ceux qui voudraient s'opposer à la lutte. Ce que revendique la bourgeoisie, c'est le droit pour des cadres, ou des briseurs de grève d'opérer en toute liberté.

Et bien sûr, il est précisé dans cette loi que la grève ne doit exister que pour des motifs professionnels, pour prévenir les grèves politiques et les grèves qui s'inscrivent dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, telle celle menée dans la dernière période par des travailleurs pour protester contre les assassinats de militants révolutionnaires en Espagne. Mais bien sûr, il ne suffit pas à la bourgeoisie de vouloir imposer sa loi dans l'entreprise, elle veut aussi s'opposer à l'expression de la colère des masses par des manifestations.

Par ailleurs, ce projet de loi dans son ensemble est une tentative pour faire croire que la loi bourgeoise assume l'égalité entre exploités et exploités. Alors que les masses populaires remettent de plus en plus en cause le contenu de classe de la justice, et que sous cette pression, des ju-

ges eux-mêmes reflètent ce refus de la justice bourgeoise, elle réaffirme hypocritement la nécessité d'une justice au-dessus des classes, défendant le droit égal de tout individu. Par ailleurs enfin, elle prétend apporter aujourd'hui des garanties légales pour la protection de la liberté de chacun, entendons, la liberté pour elle d'exploiter et d'opprimer.

Le PCF, quant à lui, n'est pas en reste sur cette question des libertés. Dès mai 75, il avait publié une déclaration sur les libertés : «Vivre libres». Et il a mis au point son propre projet de «déclaration des libertés». Il demande pour l'ouvrier menacé de sanction dans l'entreprise le «droit de débattre avec la direction des intentions de celle-ci». Voilà bien une curieuse manière d'envisager la défense des travailleurs, par la coquetterie des sanctions et licenciements.



Agression du Service d'Ordre du PCF le 18 décembre (manifestation sur les libertés...)

dants, professions libérales et PME.

Alors que très souvent, dans les luttes, les travailleurs ont dû s'affronter aux cadres qui organisaient le sabotage. Alors que chaque jour, des milliers d'ouvriers subissent une exploitation féroce dans les petites et moyennes entreprises. Le PCF veut gommer ces contradictions de classe, et limiter les libertés qui vont dans le sens d'une expression autonome du prolétariat. Liberté pour qui ? Pour la nouvelle bourgeoisie que le PCF veut rassembler. Il est vrai qu'avec ce projet, le PCF ne pouvait que rejeter les notions même de dictature du prolétariat.

droit de grève, aux droits syndicaux, elle prétend produire une nouvelle loi sur les libertés ! C'est tenter de duper les masses sur la nature de son pouvoir, et en réalité, compléter son arsenal juridique dirigé contre l'expression de l'intérêt de classe du prolétariat. Le PCF de son côté tente la surenchère ; pourtant, qu'a-t-il fait pour défendre les soldats et les syndicalistes emprisonnés ? Que fait-il aujourd'hui pour riposter contre les licenciements qui frappent les travailleurs en lutte ?

Face à ces atteintes aux libertés, à la répression qui frappe les travailleurs en lutte, les syndicalistes et les soldats, organisons la riposte ! Dénonçons le faux libéralisme de Giscard ! Dénonçons la fausse alternative présentée par le PCF !

Charles VILLAC

LE DROIT DE GRÈVE MENACÉ

Dans les luttes, surtout depuis les années 70, s'est affirmée la démocratie prolétarienne et l'expression de l'intérêt collectif des travailleurs a prévalu dans des assemblées générales où ont pu se confronter les points de vue, ou se prendre des décisions à la majorité. De ce point de vue, Lip a constitué un exemple et une expérience avancée dans la lutte de classes. Et aujourd'hui, la



Peugeot : la police protège l'évacuation des fascistes qui viennent d'attaquer le piquet de grève.

LE TEXTE DU PCF LIBERTÉ POUR QUI ?

Mais fondamentalement, dans son texte, le PCF ne défend pas l'intérêt de classe du prolétariat. Il tente d'enfermer celui-ci dans le cadre de la légalité bourgeoise, lui refusant le droit d'utiliser la violence révolutionnaire. Par contre le PCF porte un intérêt particulier aux cadres, ingénieurs, techniciens, ainsi qu'aux travailleurs indépen-

FAUX LIBERALISME ET FAUSSE ALTERNATIVE

A l'heure où la bourgeoisie porte largement atteinte aux libertés démocratiques, au

200 MILLIONS DE DOLLARS

Lockheed arrose les gouvernements

Aux Pays-Bas, le parlement se réunit pour mettre sur pied une commission d'enquête sur le million de dollars que le prince Bernhard aurait touché de la firme aéronautique US Lockheed. Au Japon, le parlement se réunit pour discuter des versements de 12,8 millions de dollars que les partis de droite et deux anciens ministres, Tanaka et Kishi auraient touchés de la même compagnie. A Hong kong, un responsable d'une compagnie aérienne a démissionné à la suite des révélations faites devant la commission sénatoriale sur les activités des firmes multinationales au Sénat américain par un haut responsable de la firme Lockheed.

Dans le même temps, aux Pays-Bas s'ouvre le procès du responsable de Dassault accusé d'avoir offert des pots de vin à des parlementaires hollandais pour enlever ce qu'on a appelé le marché du siècle, qui mettait en concurrence Dassault et la firme US Northrop. Cette firme d'ailleurs avait dû révéler il y a quelques mois, ses propres agissements devant la commission sénatoriale américaine ; à cette occasion le général français Stehlin, adjoint de Lecanuet avait été mis en cause : l'une des sources de sa fortune était les commissions qu'il recevait quand il était dans l'état-major.

«DES DÉPENSES NORMALES»

La firme Lockheed a avoué avoir versé 200 millions de dollars au titre de commissions, dont 22 millions à des officiels au Japon, aux Pays-Bas et en Italie. Combien ont été versés, inavoués encore ? Ils ont permis à Lockheed de vendre son sinistre Starfighter à plus de mille exemplaires en Europe entre 1958 et 1974. Cet avion avait été surnommé «cercueil volant» : 178 appareils se sont écrasés dans les dernières années en RFA, tuant 85 pilotes. On ne sait pas si le YF 5 de Northrop qui va remplacer le Starfighter F 104 sera moins dangereux pour ses pilotes, mais on sait qu'il a été vendu de la même manière.

normales, pour les ventes que nous effectuons dans la plupart des pays» affirmait devant la commission sénatoriale, Kotchian, le responsable de Lockheed. La diversité et l'ampleur des versements lui donneraient raison : en Europe c'était pour vendre le F 104, en Italie c'était pour vendre le cargo C 130, au Japon pour vendre le Tristar ; bref, pour vendre toute sa production Lockheed vers des commissions, corrompant des gens pour connaître les projets des compagnies aériennes et des états major militaires. 300 000 dollars ont été versés ainsi à diverses personnes. Et l'on sait que Northrop fait de même. Et Dassault.

Les ventes d'armes, l'équipement de toutes les armées impérialistes, sont inséparables de la corruption. Les généraux veulent du sucre (de l'argent) écrivait à sa

compagnie le représentant de Lockheed en Colombie, pour cela, ils sont prêts à faire n'importe quoi. Ils touchèrent 3 % du total des ventes.

POUVOIR POLITIQUE IMPÉRIALISTE ET TRUSTS

Corruption, étroitement liée au pouvoir. Strauss était ministre de la défense quand il supervisa le versement de 10 millions de dollars à son parti, en Italie c'était également les ministres de la défense qui étaient clients, au Japon, les premiers ministres, aux Pays-Bas, l'un des principaux représentants du gouvernement sur les marchés internationaux, le prince Bernhard. Ce ne sont pas seulement des hommes qui sont corrompus, c'est le pouvoir de tous les gouvernements bourgeois. Par nature, ils sont l'alliance, l'entrelacement des intérêts des

hommes politiques et des grosses compagnies, des trusts.

Que les révélations viennent des USA, des compagnies américaines indiquent que dans les années d'après guerre les principales compagnies couvrant tous les pays occidentaux étaient américaines. C'était une des formes importantes de la domination américaine sur le monde occidental. Les enquêtes lancées aux USA sur les activités à l'étranger des compagnies américaines se déroulent parallèlement aux enquêtes sur les agissements de la CIA. Ces révélations à scandale font partie aux Etats-Unis de la préparation des élections présidentielles. C'est un des divers aspects de la redistribution des forces, à la veille de ces élections.

Grégoire CARRAT

LUTTES OUVRIÈRES

Solidarité autour de SOMA occupée

Au 11^e jour de grève avec occupation, la direction nous propose royalement 0,6 % d'augmentation, soit 5 centimes de l'heure pour un OS ! Impossible d'accepter une augmentation aussi ridicule. Après la démagogie, le mépris, ils répriment : en attaquant un tribunal, jeudi dernier, 11 délégués syndicaux pour occupation. Lundi, la salle du Palais de Justice était comble, remplie des délégations de différentes usines. Le jugement doit être rendu aujourd'hui.

Hier matin, s'est tenue une nouvelle réunion d'information, particulièrement houleuse. Le chef du personnel haï de tous, les cadres et une poignée de jaunes, ont tenté un coup de force. Ils couvraient de leurs cris les déclarations des délégués. «Fascistes ! Liberté du travail !...» Hystérie du côté de la direction, haine de classe et combativité du côté des

travailleurs. Le chef du personnel a essayé, mais en vain, de se servir de quelques immigrés qu'il avait connus quand il était militaire au Maroc, en les faisant parler au micro. Mais la majorité des travailleurs immigrés se sont opposés à ces manœuvres et sont solidaires de la grève, et c'est même principalement eux qui ont renforcé le piquet ce week-end.

Les affrontements risquent d'être violents aujourd'hui, car en partant hier les chefs ont menacé : «Nous ouvrirons les portes demain de gré ou de force». D'ailleurs une demande d'évacuation par «la force publique» a été déposée par des briseurs de grève. La réponse des grévistes, c'est donc le maintien des revendications initiales, et la popularisation de la lutte ;

Un meeting est prévu ce matin à 9 H,
Corr. SOMA (St Etienne)

Renault-Billancourt

Les peintres du 74 de Billancourt ont repris le travail ! Ils ont obtenu une prime de 40 F. C'est bien loin de l'augmentation de 130 F inclus dans le salaire qu'ils réclamaient (= le P 1, échelon 180) Hier midi, la CGT diffusait un tract triomphant, avec en gros caractères : «Les peintres ont stoppé leur mouvement !» En clair, ils annonçaient à tous les travailleurs : ce n'est plus la peine de vous mobiliser pour les soutenir, ni pour engager la lutte à votre tour, nous avons réussi à faire reprendre le travail au 74...

LUTTES OUVRIÈRES

«10 ans d'unité d'action CGT-CFDT» :

- 1966 : Le congrès confédéral de la CFDT, fraîchement sortie de la CFTC, lance un appel à la CGT pour «définir des thèmes communs pour une relance de l'action», débouchant sur un accord inter-confédéral le 10 janvier 66 (le premier du genre !). Pour la CGT, c'était les bases d'une «alliance effective regroupant l'ensemble des forces démocratiques» (parallèle au rapprochement P«C»-F-GDS de l'époque) : c'est le début du forçage révisionniste «pour la conclusion d'un Programme Commun de Gouvernement».

- 1971 : Discussions sur le socialisme ; parution simultanée des «thèmes de réflexion sur les objectifs du socialisme pour la France et le rôle des syndicats» (CGT) et le manifeste «pour un socialisme démocratique» (CFDT), tandis que reprennent des journées d'action communes qu'avaient interrompues les tensions nées de Mai 68 et du tour «gauchiste» de certains secteurs CFDT à recrutement jeune (Joint Français), immigré (Pennaroya), et femmes (textile...)

- 1974 : C'est l'accord «anti-LIP» :

| A LIP | DANS L'ACCORD CGT-CFDT |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les travailleurs disent «Non aux licenciements, non au démantèlement». • Le rôle du Comité d'Action dans la lutte est approuvé par les grévistes. • Les LIP, dès le début, ouvrent leur usine à tous ceux qui les soutiennent. • La section CFDT-LIP a su développer, pendant la lutte, l'initiative et le contrôle de l'ensemble des travailleurs (AG, Commissions...) | <ul style="list-style-type: none"> • Les Confédérations demandent «une réforme du droit de licenciement». • «La pratique de la CGT et de la CFDT récuse les comités anti-syndicaux irresponsables». • L'accord stipule «de rejet de toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes». • Les directions CGT-CFDT déclarent que «l'action revendicative se mène sous la responsabilité des organisations syndicales et refuse toute manipulation des délibérations collectives». |

- Décembre 1975 : Tandis que la CGT dénonce «le comportement louche, provocateur, de groupuscules gauchistes», la CFDT reproche le fait que le PCF et la CGT «face à l'évènement, n'ont pas cru devoir traduire en actes concrets leurs affirmations» (contenues dans la Charte CGT des libertés et la Déclaration Vivre Libre). Mais dès le 20/12, Edmond Maire traçait la voie de la rencontre du 9 février, en dénonçant (dans le Monde) les «militants animés de l'extérieur de la CFDT qui introduisent des pratiques contraires à ses orientations», comme en écho à Krasucki qui (dans la Vie Ouvrière du 17/12) mettait en demeure la CFDT de faire le ménage des «éléments gauchistes qui occupent des postes de responsabilités dans un certain nombre d'organisations CFDT»...

Non aux impôts sur l'ASSEDIC !

Vendredi 6 février se tenait une réunion du Comité de Lutte Contre le Chômage de Maurepas (quartier de Rennes). 39 personnes étaient présentes, en majorité des chômeurs, contactés la semaine lors du pointage à l'ANPE. Des représentants d'une organisation de quartier qui met en place un groupe de lutte contre le chômage étaient venus s'informer de l'action du comité de lutte. La réunion fut particulièrement animée donnant lieu à de nombreuses discussions sur les propositions du comité.

Apprenant que les indemnités ASSEDIC étaient impossibles et qu'il faudrait les déclarer à la fin du mois, il a été décidé d'engager la lutte à partir du mot d'ordre : Pas d'impôt pour les travailleurs au chômage, non à l'impôt sur les indemnités ASSEDIC !

Un tract et une affiche vont paraître pour informer les chômeurs et appeler à l'organisation du non-paiement des impôts.

Nous avons abordé un second point : un membre du comité, au chômage depuis plusieurs mois, vivant avec 15,80 par jours, avec 5 enfants, ne peut payer sa facture de gaz-électricité, qu'on lui coupera donc à la fin du mois. Mais le comité de lutte se mobilise et a décidé d'empêcher cette coupure le jour où elle doit avoir lieu.

Nous venons de prendre les dispositions nécessaires. Oui, la lutte contre le chômage est possible !
Travailleurs actifs, chômeurs : unissons-nous pour vaincre !

Correspondant Rennes

SOLMER (Fos)

UNE MAJORITE "SILENCIEUSE" QUI EN DIT BEAUCOUP

Depuis quelque temps, la télé, la radio, en un mot la presse bourgeoise nous font écho de l'existence à la Solmer d'une «majorité silencieuse» qui refuse la grève et que l'on empêche de travailler. La presse nationale annonce le chiffre de 1 500 personnes, sur place à Fos-sur-Mer le chiffre a déjà diminué, il s'agirait de 500 personnes.

Qu'en est-il ? La première manifestation de cette «majorité», «silencieuse», remonte au lundi 2 février où, au moment où se déroulait l'Assemblée générale à l'appel de l'inter-syndicale, FO appelait à un rassemblement au même endroit (le Self 2) ainsi qu'à la même heure. Cette diversion à laquelle certains reconnaissent des CDR de la SNIAS, regroupant des cadres et agents de maîtrise montre la vraie nature de cette majorité que la direction fabrique et veut faire parler. Cette manœuvre de la direction se prolongea durant toute la semaine, des cadres et agents de maîtrise distribuèrent des tracts injurieux sur les délégués, leur famille et les grévistes. La direction alla même jusqu'à organiser un vote bidon où votèrent même parait-il les femmes des cadres, vote qui recueillit selon elle, 500 signatures favorables à la reprise. Mais qui empêche le travail à la Solmer ? Ceux qui reconduisent chaque mois le chômage partiel, qui lock-out plus de 4 000 ouvriers comme répon-

se aux revendications ou ceux qui luttent pour de meilleures conditions de travail ?

Les Assemblées générales neregroupent, il est vrai qu'un millier de travailleurs sur les 4 000 lock-outés mais dans le foyer Sonacotra de Port de Bouc que nous avons visité nous avons appris que l'ensemble des gars étaient repartis se reposer dans leur famille, (la direction leur a promis de les rappeler le jour

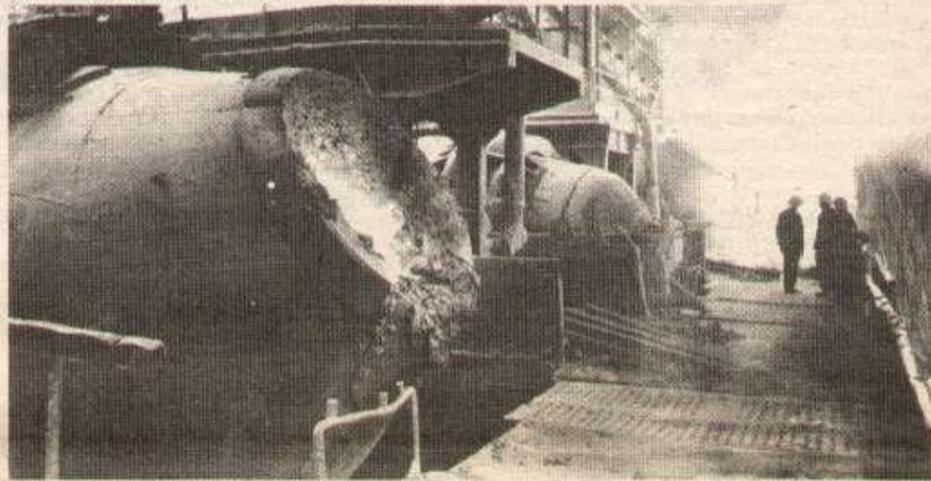
de la reprise par l'envoi de télégramme).

Les ouvriers qui ne participent pas au mouvement n'en sont pas moins solidaires, en est témoin le succès des débats publics organisés dans les villes de Salon, de Port de Bouc, etc... où les lock-outés sont venus nombreux apporter leur soutien, rejoindre le rang de ceux qui luttent. Rallier les travailleurs dispersés, qui habitent dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres de l'usine, c'est la réponse des travailleurs aux manœuvres de la CGC et de FO qui tente avec l'appui de Durand Rival de créer une force capable de contrecarrer la lutte. Mais au

jourd'hui, cette majorité silencieuse n'a pour réalité qu'une petite poignée de cadres que la direction aimerait bien voir se constituer en CFT.

Voilà la manœuvre, se saisir de la lutte pour créer un syndicat fasciste même si FO et la CGC jouent en partie ce rôle à la perfection aujourd'hui. Cette manœuvre n'a fait que ressouder les travailleurs entre eux, qu'élargir la popularité de la lutte. «Elle est avec le lock-out, une remise en question du droit de grève» disent beaucoup de travailleurs «aussi doit-on lutter sans merci contre ce genre d'action».

José GARCIA



CLAUDEL (Villedieu - Manche)

NON AUX LICENCIEMENTS !

La lutte n'est pas finie. Non aux quatre licenciements pour faits de grève. Les ouvriers de l'usine Claudel à Villedieu (fromagerie de 250 ouvriers, fabriquant 65 000 camemberts par jour) ont mené une longue lutte. Au mois de novembre, suite à l'application de l'accord sur les classifications, cinq délégués se voient payés moins cher que les autres ouvriers pour le même travail. Contre cette atteinte au droit syndical, la riposte est immédiate : Six heures de grève feront céder le patron. Le problème des classifications n'en est pas pour autant réglé. Quarante ouvriers se voient refuser le coefficient qui leur est dû. Pour gagner, ils décident de couler les cadences : 35 000 camemberts au lieu de 65 000. La répression ne se fait pas attendre : sept personnes sur les quarante reçoivent deux lettres d'avertissement en deux jours. (Au bout de trois, c'est la porte). Ce coup de force amène les ouvriers à occuper l'usine. Après deux semaines d'occupation, les gardes mobiles expulsent le piquet de grève, encadrant les citernes qui emmènent le lait et les fromages vers d'autres usines. Pendant les deux jours qui suivent, les ouvriers cherchent à avoir un nouveau moyen de pression sur la

direction en demandant une solidarité plus large aux paysans et aux travailleurs des autres usines Claudel. Cette solidarité restera insuffisante, la FDSEA tient à «rester neutre». Face à une menace de lock-out, les ouvriers décident la reprise du travail, pour lundi matin. Le patron se sent fort et exige de choisir ceux qui peuvent rentrer, les autres seraient mis en chômage technique. Malgré le poids de trois semaines de lutte, les gars refusent énergiquement, et le lendemain ils exigent du travail pour tous et rentrent tous unis au travail. C'est une victoire face à la tentative de division et de répression du patron. Le patron n'en reste pas là, il veut licencier quatre ouvriers dont deux délégués CFDT. Ces licenciements sont refusés par le CE et l'inspection du travail, mais il y a une semaine, on a appris que le patron avait fait appel au ministre du travail, suivant une tactique que les patrons emploient depuis un certain temps.

Paysans et ouvriers, tous exploités par le trust Claudel-Nestlé préparons la solidarité sans attendre la décision du ministre du travail.

correspondant
VILLEDIEU-LES-POELES
(Manche)

CGEE (Lyon)

Lutter contre le chômage partiel

Jeudi 5 février, la direction a annoncé des réductions d'horaires non compensées et sectorielles.

Aujourd'hui encore, dans tous les ateliers, l'horaire est de 43 heures par semaine. A partir du 16 février, trois ateliers : la peinture, la tôlerie et l'hydraulique ne feront plus que 40 H. A partir du 1^{er} mars, trois autres ateliers (deux d'équipements et un petit atelier de femmes) seront à leur tour réduits à 40 heures. Seul l'atelier «Entrelec» ne connaîtra pas de réductions.

Vendredi matin, le secrétaire du CE, révisionniste notoire, a fait une information au personnel pour laquelle il n'a regroupé que les personnes touchées par les réductions.

Les travailleurs ont réagi en arrêtant pratiquement le travail. Par contre, ils ont beaucoup discuté et de nombreuses questions ont jailli de ces discussions les plus pessimistes disaient : «Nous étions une des rares usines de Lyon à faire 43 H, on nous met à 40 H, c'est légal, on ne peut rien faire». D'autres cherchent à comprendre : «Dans le même temps, où ils réduisent les horaires, il y a de plus en plus de gars qui sont mis au rendement», «Ils veulent nous faire faire en 40 H le travail de 43 H».

Enfin, une grande majorité pose le problème de la riposte : «Est-ce possible de lutter contre une diminution d'horaires ? Et comment ?

Grève illimitée, débrayages, coulage de cadences ? Pour l'instant, les syndicats n'ont rien proposé. Ça risque d'être comme d'habitude : ils vont gueuler un grand coup et puis plus rien. Alors que faire ?

D'autre part, les réductions d'horaires ne touchent pas que l'usine de Lyon. C'est une politique d'ensemble du trust CGEE. A Massy les camarades sont confrontés aux mêmes problèmes. A St-Ouen, la direction veut licencier 54 travailleurs. La question qui se pose alors, c'est d'organiser la riposte au niveau du trust. Mais qui va l'organiser ? A l'usine de Lyon, la voie de la lutte commence à se concrétiser dans les ateliers ALSPA et PEA où de fait il y a eu un coulage de cadences.

Cette volonté de riposte se heurte à trois interrogations :
- Qui va organiser le coulage des cadences et comment ?
- Comment organiser les ateliers non touchés ?
- Comment prendre en main, concrétiser, organiser la riposte au niveau du groupe ?

Correspondant CGEE Lyon

SANTÉ

Produits pharmaceutiques BAISSE D'UN COTE, HAUSSE DE L'AUTRE

Mr Fourcade, ministre des Finances, vient de promulguer par arrêté, une baisse de 1 à 5% de 246 spécialités pharmaceutiques remboursées par la Sécurité Sociale. Cette baisse porte sur les médicaments chers : antibiotiques, tranquillisants, cardiovasculaires comme l'Hydergine sont visés. D'un autre côté des hausses de 13,3 à 60% sont autorisées pour les produits dont le prix hors-taxes à la production était égal ou inférieur à 4F en 1974, parmi ces produits l'Aspirine, le Phénergan et autres médicaments d'usage courant non remboursés.

BAISSES D'UN COTE, HAUSSES DE L'AUTRE. LES TRUSTS PHARMA-CEUTIQUES ET LES PHARMACIES S'Y RETROUVENT

En baissant les spécialités les plus chères, le gouvernement contraint les trusts pharmaceutiques à une certaine limitation de leurs marges bénéficiaires, qu'ils vont s'empresser de répercuter sur les pharmaciens. D'où les réactions indignées du syndicat des Industries Pharmaceutiques pour qui la mesure «est proprement scandaleuse et risque de remettre en cause l'emploi dans nos laboratoires», et de ces pharmaciens interrogés du côté de Belleville à Paris qualifiant la décision de «discriminatoire, d'autoritaire et de contraire à la politique du libéralisme avancé». Le président du syndicat des pharmaciens a aussitôt réclamé une augmentation des marges bénéficiaires qui oscillent déjà entre 27 et 33%.

Mais que les trusts pharmaceutiques et les pharmaciens se rassurent, M. Fourcade a pensé à eux et «l'ef-

fort» qui leur est demandé est soigneusement dosé pour ne pas trop remettre en cause leurs bénéfices et leur soutien au gouvernement.

Comme le disait un pharmacien : «à bien regarder, on va y perdre, mais pas trop finalement, Giscard est bien obligé de tenir compte des 17000 pharmaciens et de leurs employés, et cela fait un certain potentiel électoral malgré tout». Outre les possibilités de sortir les produits atteints par les baisses sous un autre emballage, avec une légère modification de composition et un peu plus chers, ceux-ci pourront se rattraper avec les augmentations de 13 à 60% des produits à 4F comme les sirops, l'aspirine, les pommades, etc... sur lesquels les travailleurs, serrés par le chômage se rabattent parce qu'il n'y a pas d'ordonnance donc pas de visite de médecin à payer.

Sous couvert de baisse de prix des médicaments, une autre partie du déficit de la Sécurité Sociale va encore être payée par les travailleurs.

Yvon CHEVET

UNE NOUVELLE MESURE POUR EPONGER LE DEFICIT DE LA SECURITE SOCIALE

7% est prévue pour juin gain 1,25 milliard.

Enfin, une politique radicale d'économies sur les dépenses hospitalières et médicales est en place : blocage de l'embauche dans les hôpitaux et augmentations des charges de travail, économies sur la nourriture et le matériel de soins, réduction systématique des arrêts maladies... toutes mesures payées par les travailleurs hospitaliers, les malades et la classe ouvrière. La réduction des prix des produits pharmaceutiques a d'autre part, été envisagée et un groupe d'études avait été mis en place pour l'envisager : gain prévu avec toutes ces mesures d'économie : 1 milliard. L'arrêté de Fourcade n'aura pas attendu les conclusions de ce groupe d'études.

Sans mesures financières immédiates, le déficit de la Sécurité Sociale aurait dépassé 11 milliards pour l'année 1976, pour y faire face, le gouvernement le 9 décembre, présentait un plan de redressement qui se traduisait par des hausses de 0,5 et 0,25% des cotisations patronales et salariales aux assurances maladie et vieillesse : gain escompté : 6,9 milliards. Puis en janvier, la réalisation des valeurs mobilières de la Sécurité Sociale et le raccourcissement des circuits financiers : gain : 1,4 milliard. Pour les 3 milliards restants, une baisse de TVA de 20 à

Après la mort du petit Didier

L'URGENCE MEDICALE EN QUESTION

Didier 4 ans est mort dans la nuit de dimanche à lundi, à Ivry-sur-Seine dans le Val de Marne.

Dimanche matin, il était fiévreux et ses parents appellent le médecin de garde ; celui-ci arrive à 13 H 30 : il diagnostique

une grippe et donne un traitement. Dans la soirée, son cas s'est aggravé et les parents sans doute illusionnés par l'efficacité de SOS médecin font alors appel à cet organisme, qui arrive 10 minutes après. Alors que l'enfant a une très forte

fièvre et des convulsions, ce médecin ne dispose d'aucun matériel de réanimation médicale. Il fait alors des gestes en fin de compte inutiles (injections de cortisone et d'aspirine et des massages cardiaques). Mais seul, il ne peut rien faire

et appelle alors le SAMU de Paris qui doit alors transmettre l'appel au SAMU du Val de Marne. Celui-ci envoie une ambulance de réanimation aussitôt. A son arrivée Didier est mort.

Le professeur Huguenard (CHEF SAMU DU VAL DE MARNE) nous déclare :

Nous pouvons constater qu'un organisme privé a accepté avec légèreté de traiter une urgence difficile (puisqu'on savait que le gosse avait de la fièvre et des convulsions) pour lesquelles il n'est pas équipé.

SOS médecin base sa publicité sur sa rapidité d'intervention ; mais ce n'est pas le tout, encore faut-il l'efficacité. Il est possible qu'ils aient rendu service pour des urgences bénignes, mais en tout cas, il est sûr qu'ils ont gagné beaucoup d'argent. Je serais curieux de savoir s'ils ont osé donner une facture à la famille du petit Didier.

Ces services privés disent qu'ils travaillent avec les SAMU. Dans le Val de Marne c'est faux. SOS médecin transfère ce qu'il ne peut vraiment pas faire.

SOS médecin déclare avoir peu de plaintes, c'est sans doute vrai et aucun accident, c'est probablement faux. De leur propre aveu, ils n'interviennent que dans 1% des cas de détresse et n'hospitalisent que 10% des malades visités.

Les SAMU (Service d'Assistance Médicale d'Urgence) sont des organismes publics dépendants des hôpitaux. Appelés directement par la police, ils ont un matériel qui permet effectivement d'intervenir rapidement et efficacement. Mais le problème se pose alors souvent des capacités d'accueil des hôpitaux surchargés.

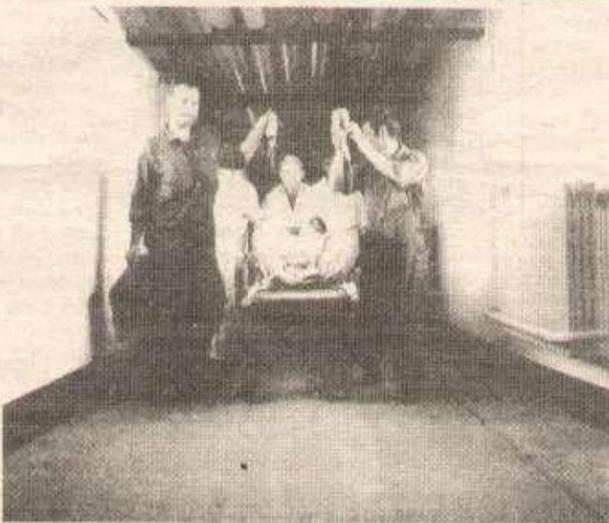
Les carences des hôpitaux, la difficulté de trouver rapidement un médecin de garde favorisent bien entendu l'existence d'organismes comme SOS médecin.

SOS médecin est un organisme privé qui fait beaucoup d'argent en comptant sur la crédulité des gens qui comptent sur ce «service d'urgence». Il faut dire que les médecins généralistes «libéraux» refusent de plus en plus de se déplacer à domicile de nuit et même de jour. Il est très difficile de trouver un médecin la nuit à Paris. Mais faire SOS médecin c'est très rentable (100 F minimum pour un déplacement de nuit quand ce n'est pas 150F). C'est donc une affaire très lucrative. Des médecins font

la queue pour avoir une place dans cet organisme (le plus souvent par piston) et paieraient 1 million pour y participer.

Equipés de voitures radios, ils se déplacent vite. Mais ils ne semblent pas se déplacer pour des immigrés de peur de ne pas être payés ou remboursés. C'est le fric avant tout. Et disposant d'un matériel minimum, ils ne peuvent pas réellement soigner les urgences graves.

Il existe une entreprise pri-



L'ARRIVÉE DE BLESSÉ AU SERVICE DES URGENCES DE NERKER

L'ÉPIDÉMIE DE GRIPPE

L'épidémie que nous connaissons en France depuis quinze jours est née à Victoria, ville de Nouvelle-Guinée, en septembre 75. Elle a gagné en novembre le Japon où 800 000 cas ont été dénombrés en deux mois et demi. Ainsi, les vaccins pouvaient être fabriqués contre cette souche dès septembre octobre.

Les vaccins obtenus ne sont efficaces que s'ils permettent de vacciner la population un mois et demi avant l'épidémie, et s'ils s'attaquent au bon virus ! Pour l'épidémie actuelle dont le maximum sera atteint d'ici 15 jours, il est trop tard pour vacciner efficacement, d'autant que les vaccins actuels ne concernent pas la souche «Victoria».

LES SYMPTOMES

A quoi reconnaît-on la grippe ? Elle arrive brutalement : tout d'abord des frissons, une sensation de fatigue, de malaise vague, puis les frissons augmentent avec la fièvre qui apparaît. Dans les 48 heures, les signes sont au complet : fièvre à 39 ou 40°, qui durera 4 ou 5 jours, douleurs musculaires (courbatures), maux de tête, fatigue extrême, manque d'appétit, parfois de la toux et le nez qui coule.

LE TRAITEMENT

Si l'on était auparavant en bonne santé, le repos et les boissons abondantes suffiront. Il est très important de se reposer, ne pas hésiter à prendre un arrêt de travail,

ceci pour guérir plus vite et éviter les complications. En cas de douleurs trop violentes, de fièvre à 40° qui persiste, on peut prendre 2 à 3 grammes d'Aspirine par jour pendant 2 jours (en connaissant les contre indications : ulcères à l'estomac, troubles digestifs, tendance à saigner facilement).

Les boissons abondantes sont nécessaires pour compenser les pertes d'eau et de sels minéraux dues à la fièvre : un litre de liquide par degré de fièvre supérieur à 37° en variant selon son goût les jus de fruit, le bouillon de légumes, l'eau, les tisanes avec du miel et du citron pour adoucir la gorge.

On mange selon son appétit qui est modéré en début de grippe. Dès que la fièvre a chuté (au bout de 3 ou 4 jours) on peut à nouveau manger normalement. Le recours au médecin n'est nécessaire que pour obtenir un arrêt de travail et pour déceler les complications ou surinfections.

Pour les grippés déjà fragiles auparavant, les bronchitiques les cardiaques, les asthmatiques, le même traitement est nécessaire, mais associé à des antibiotiques pour traiter la surinfection des microbes bactériens.

Les secteurs les plus touchés sont Paris, sa banlieue, Brest, la Vendée... Ce n'est pas encore une épidémie importante et la forme qu'elle prend paraît encore peu inquiétante.

Docteur QdP

Policiers condamnés

Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné avant hier deux policiers du commissariat de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Ils avaient brutalisé un travailleur algérien. Le premier est condamné à 10 jours de prison avec sursis, le second à trois mois avec sursis. Quant à l'Algérien qui a eu le tort de se trouver sous les matraques des policiers et de protester il a été condamné à 15 jours de prison avec sursis pour «violence à agent».

SPORTS

Slalom géant olympique : les suisses à l'arrivée

Slalom géant/hommes à surprise : Thoeni avait remporté avec une aisance surprenante la première manche, sur un parcours très difficile perçé que raide et gelé (les Autrichiens versent sur les pistes de géant et de spécial de l'eau chaque nuit, pour être sûrs que la neige sera bien dure), hier, lors de la deuxième manche, sur un tracé encore plus raide et sinueux, il paraissait plutôt soucieux de ne pas tomber que de bien passer. Saura-t-on jamais les «recommandations» que son entraîneur lui a faites au départ ?

Le suédois Stenmarck, par contre se sortit magnifiquement de ce tracé qui n'était pas un véritable géant, mais ce sont les Suisses Hemmi et Good, par leur régularité sur les deux manches qui remportèrent les deux premières places.

La difficulté du parcours apparaissait peu lors des passages des skieurs de 1ère série. Mais au fur et à mesure que le parcours se creusait, et que le niveau technique diminuait, elle apparaissait nettement ; nombreuses portes manquées, blocages et chutes fréquentes, lenteur stupéfiante pour une compétition de ce niveau de certains concurrents des dernières séries (ceux qui enorgueillissent le Comité International Olympique parce que leurs millions leur permettent d'être de «véritables amateurs»). L'un d'eux, il y a quelques années, s'appela Rezza Pahiavi, Shah d'Iran...)

Classement des 2 manches :
1. Hemmi (Suisse) 3'26''97
2. Ernst Good (Suisse) 3'27''17
3. Stenmark (Suède) 3'27''41
4. Thoeni (Italie)

LA VIE DU JOURNAL

communiqué du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

POUR UN PARTI UNIQUE OUI,
MAIS POUR UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

Notre confrère, l'Humanité Rouge, publie dans son édition d'hier, de nouveaux appels à l'unité. Assortis de considérations, qui nous permettent de mieux saisir quelle conception est celle, en l'affaire, de l'Humanité Rouge. Ainsi voit-on improprement caractérisé «un esprit de secte, esprit qui consiste à mettre en avant de multiples questions politiques entravant la nécessaire unification qui seule permettrait de résoudre des divergences bien naturelles». En fait, notre position sur l'unité est bien claire et ne saurait être confondue avec quelque esprit de secte que ce soit. Nous l'avons dit, à plusieurs reprises, dans Front Rouge, l'unification organisationnelle est conditionnée par la réalisation effective de l'unité politique. Pour les marxistes-léninistes en effet, la ligne politique est déterminante en tout. Si les marxistes-léninistes sont encore organisés dans des formations et partis distincts, c'est parce qu'ils sont divisés sur le plan de la ligne politique. Parvenir à l'unification ne passe pas par d'autre chemin que celui de la lutte politique en vue de réaliser l'unité sur la ligne. Chacun connaît trop bien l'opposition radicale de ligne qui existait entre les militants de l'Humanité Rouge et nous pour écarter ce grave problème. Alors que tous nos efforts visaient à donner un contenu révolutionnaire à la lutte de classe du prolétariat et à saper, sur cette base, l'influence révisionniste, l'Humanité Rouge préconisait la collaboration avec la bourgeoisie nationale, dans le cadre d'un front uni contre l'invasion imminente du social-impérialisme russe et considérait le P.C.F. avant tout comme la cinquième colonne des Russes. Cette ligne, condensée dans le Programme du «PCMLF» dont l'Humanité Rouge se fait l'écho et adoptée par le congrès de cette formation est une ligne gravement erronée, qui a porté tort à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste et accentué ses divisions. Surmonter ces divisions, c'est détruire complètement cette ligne, c'est la reconnaître clairement et définitivement pour erronée et dangereuse. L'Humanité Rouge a commencé à la remettre en cause, plusieurs positions successives attestant de cette démarche de rectification engagée, notamment l'article positif de Henri Jour dans le dernier numéro de «Prolétariat», toutefois aucune auto-critique complète et officielle de l'Humanité Rouge n'a été publiée à ce jour. Voilà qui limite considérablement les progrès dans l'unité, voilà qui laisse sans réponse fiable cette très sérieuse question : l'Humanité Rouge a-t-elle vraiment changé de ligne ? Certaines des positions développées par ce journal sur les inculpations de soldats et de syndicalistes, le silence sur les exécutions de révolutionnaires iraniens par exemple, laissent cette question ouverte. Il est temps d'y répondre clairement, c'est cela le désir d'unité. Et comment se satisfaire de cette suggestion : «La résolution des divergences politiques secondaires sera le fruit uniquement du centralisme démocratique, dans le seul parti de la classe ouvrière», quand on sait que la ligne et le programme définis par un congrès, instance suprême d'un parti, ont dû être globalement révisés quelques semaines après ce congrès, contrairement donc au centralisme démocratique ainsi défini.

Pour être bien clair, camarades de l'Humanité Rouge (et nous n'introduisons pas ici de différence mal intentionnée entre dirigeants et dirigés) nous ne pouvons avoir une totale confiance à ce jour dans votre organisation, tant que vous n'aurez pas défini publiquement et clairement votre ligne politique, tant que vous n'aurez pas levé l'ambiguïté qui existe entre les textes de votre bulletin intérieur (le parti marxiste-léniniste unique, mot d'ordre tactique) et vos déclarations publiques plus raisonnables, tant que vous n'aurez pas publié de sérieuse auto-critique. Certes, nous avons aussi commis des erreurs et nous sommes prêts à les reconnaître, comme nous l'avons déjà fait par exemple à propos de LIP. Mais reconnaissez l'extrême gravité de celles qui vous ont conduits au bord de la rupture avec le mouvement révolutionnaire.

Nous n'espérons qu'une chose, que ce soit bientôt. Alors une plus large unité d'action, des relations plus étroites entre nos organisations pourront s'établir. C'est pour parvenir à ce résultat, qui passe nécessairement par la lutte politique intransigeante, que la fédération de Paris du PCR ml participera au rassemblement appelé par l'Humanité Rouge et d'autres groupes marxistes-léninistes.

COMMUNIQUÉ

Jeudi 12 février à 20 H 30, à l'église de la ZUP de Vénissieux
Gala de soutien aux soldats et syndicalistes inculpés
avec : Christine Auriol
Patrick
Pardo et Bihan
J.N. Debard
Alain Bert
entrée 5 frs : chômeurs et militaires gratuit

Appel aux enseignants, professeurs, instituteurs

Nous nous trouvons souvent isolés dans nos lycées, nos collèges, nos écoles, loin de la vie du peuple, sans liens entre nous...

Nous pourrions, avec le Quotidien, procéder à un vaste échange d'expériences, d'initiatives, d'idées sur l'école, l'instruction, l'éducation des enfants, en liaison avec les luttes ouvrières et paysannes.

De plus, on pourrait facilement mettre sur pied un réseau de correspondances scolaires entre nos élèves, à travers tout le pays.

Ecrivons au journal ! Débarrassons-nous de notre poussière pédagogique ! Ne nous laissons plus enfermer dans nos écoles ! SYLVAIN

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
208 65 61 Paris 8 H 30 à 13 H

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

QU'UN OUVRIER PUISSE CRÉER ...

Souvent les prolétaires ne comprennent pas que la dictature du prolétariat c'est la dictature de la majorité sur la minorité, la dictature des travailleurs sur les exploités, alors que la dictature fasciste c'est la dictature d'une minorité d'exploiteurs sur l'énorme majorité des prolétaires (ouvriers, paysans, donc tous ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre et qui n'ont que leurs chaînes à perdre) (...).

passage sur les intellectuels), mérite qu'on s'y attarde un peu, car il en dit très long sur la conception du «socialisme» des Marchais et Cie.

Marchais proclame : «Nous ne disons pas aux cadres : devenez des ouvriers, et portez-vous comme eux, vivez comme eux. Non...» et plus loin sur les intellectuels, il ajoute : «Vous contribuez dans des domaines où personne ne peut

Qu'il puisse écrire, qu'il puisse diriger une usine !...

Tout cela ne serait vraiment pas sérieux... Voilà, en fait, ce que suggère le discours de Mr. Marchais. Ce n'est rien d'autre qu'un profond mépris des travailleurs qui transparait dans ses paroles. C'est exactement ce qu'on veut inculquer, dès l'enfance, à l'école ; il y a les «doués» qui seront plus tard des intellectuels, des techniciens, des cadres ; et puis il y a les «autres» qui ne «sont pas faits» pour les études et qui iront au CET pour travailler de «leurs mains», et pour obéir toute leur vie aux «doués». C'est tellement plus commode pour les exploités...

Mais qu'il puisse exister une société où les ingénieurs mettraient les mains à la pâte et vivraient comme les ouvriers, où les intellectuels mettraient leur savoir au service du peuple, ça, Mr. Marchais a beaucoup de mal à l'imaginer.

Mais, que dans cette société, les travailleurs dirigent réellement leurs affaires, qu'ils créent et imposent leur propre conception de l'art, alors là, Mr. Marchais n'y comprend plus rien !

Enfin, qu'on veuille effacer la distinction entre manuels et intellectuels, qu'on veuille instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans, Mr. Marchais n'est pas d'accord !

C'est bien normal, puisqu'il n'est pas dans notre camp.

Un lecteur de Briare. (Loiret)



Il faut expliquer le socialisme, la commune populaire, la dictature du prolétariat que nous voulons de toutes nos forces et pourquoi.

Un ouvrier électricien. Paris

Dans le n°102 du Quotidien, à propos du XXIIème Congrès du PCF, vous citez le passage du discours de Marchais relatif aux cadres. Mais vous n'en faites aucun commentaire. Je pense que ce texte (avec, en plus le

le faire à votre place, à frayer les chemins de l'avenir...»

En réalité, Marchais reprend ainsi à son compte une très vieille rengaine de la bourgeoisie : que chacun reste à sa place et tout ira bien !

En d'autres termes, il y a ceux qui pensent, ceux qui commandent, ceux qui travaillent. Pas question qu'on change les rôles. Rendez-vous compte ! Un ingénieur qui vivrait comme un ouvrier ! Mais ça ne serait pas normal !... Et inversement, qu'un ouvrier puisse créer !...

Sur cette question, un article, paru dans «Chine Nouvelle», donne des exemples intéressants sur la manière dont la Chine socialiste entend résoudre la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel :

(...) L'institut de technologie de Tchien et le chantier naval de Hongqi dans cette même ville associent leurs efforts pour ouvrir une école et mener la révolution dans l'enseignement. Des succès réconfortants ont été déjà enregistrés.

(...) Au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, les enseignants et étudiants de cet institut ont critiqué à fond la ligne révisionniste en matière d'enseignement. (...) En 1969, ils se sont replongés dans la vie sociale et ont ouvert l'école à deux battants. Les liens entre le chantier naval de Hongqi et l'Institut de technologie de Tchien ont été établis depuis lors.

(...) Les étudiants rejoignent les

ouvriers aussi bien dans l'étude et les activités de leurs groupes d'étude théorique que dans la critique du révisionnisme et du capitalisme. De plus, le système éducatif, le contenu des cours et la méthode d'enseignement ont tous été soumis à une réforme non négligeable, avec l'établissement d'un nouveau système de triple union associant l'enseignement, la recherche scientifique et la production.

Avant la Révolution Culturelle, à elle seule, la section «coque du bateau» de la faculté de construction navale comprenait plus d'une trentaine de cours spéciaux. Les professeurs et les étudiants s'enfermaient dans la classe pour «construire un bateau». Mais les diplômés de 6 promotions n'arrivaient qu'à concevoir un demi-bateau et jamais ils n'en ont construit un de leurs propres mains. Maintenant, les cours spéciaux ont été réduits à 12, ce qui n'a pas empêché l'enseignement de s'améliorer. Ceci grâce à un bon choix des matières d'en-

seignement, à la mise en relief de ce qui est le plus important et à l'union de la théorie et de la pratique. Citons, à titre d'exemple, les étudiants de 4 promotions sortis après la Révolution Culturelle. Ils ont rejoint les ouvriers non seulement dans la construction mais aussi dans la conception de 6 bateaux dont un pétrolier de dizaines de milliers de tonnes, un cargo, une grue flottante, un bateau de pêche de 100 tonnes, etc... L'année dernière, les étudiants de cette section ont mis au point 22 travaux d'étude et réformes techniques dans le chantier naval de Hongqi. Ils ont procédé dans leurs laboratoires à 15 expérimentations sur le moulage et la structure du bateau ainsi que sur leur perfectionnement. C'est ainsi que les étudiants, une fois sortis de l'école, peuvent jouer immédiatement un rôle important dans la production. A présent, les 21 sections de la faculté d'industrie ont établi la liaison avec des usines, des mines ou des chantiers de construction.

VIE QUOTIDIENNE

J'AIME LE RUGBY ET LE FOOTBALL

Lorsque j'ai les moyens, je vais voir un match dans ma banlieue. Lorsque je suis trop fatigué par le boulot je reste le samedi devant mon poste télé et je regarde la partie et queule lorsqu'un but est marqué et ma famille se marre et me met en boîte gentiment.

J'ai même été trésorier d'un club sportif de mon quartier à sa création et j'en suis fier lorsque je vois les jeunes s'entraîner.

Mais je n'écris pas pour me faire mousser. Je voulais vous dire que je vais finir par ne plus aimer le rugby ou le foot tellement ces connards de journa-

listes bourgeois me cassent les oreilles avec leurs cocoricos.

Entendre les commentaires d'un match c'est vraiment abrutissant. Tout y est : du drapeau national au régionalisme jusqu'au chauvinisme. Puis quand des soi-disants supporters de tel club, gonflés de conneries explosent et se battent dans les tribunes, ces mêmes journalistes jouent aux scandalisés.

Rien n'est plus déconnant que d'entendre :

Allez la France, allez la France, allez... etc...

Tous ces gueulards des stades, tous ces supporters de comptoir m'emmerdent. Pour

nous les ouvriers qui ne pouvons nous permettre un déplacement de 500 F pour supporter une équipe, il nous reste la télé, il nous faut savoir garder l'image et arrêter le son pour ne plus entendre les reporters sportifs.

A quand le vrai sport. Lorsque les amateurs auront plus de succès que les professionnels ? Lorsque les ouvriers seront au pouvoir, tous les producteurs auront le temps de s'entraîner puisqu'il n'y aura plus de «professionnels de la vedette» ni de «professionnels de la flagorne» ni de «professionnels de l'exploitation de l'homme par l'homme».

BLOC-NOTES

LA CAUSE DES SEISMES

On sait depuis longtemps que les séismes (tremblements de terre, éruptions volcaniques) sont particulièrement fréquents dans certaines régions du globe (côte américaine le long du Pacifique, Japon, Ouest de l'Inde). Les progrès récents de la géologie ont permis d'en comprendre les causes, et d'entrevoir les façons de «prévoir» et même de prévenir ces séismes, qui lorsqu'ils surviennent dans des régions surpeuplées causent des milliers de victimes (on parle aujourd'hui de 20 000 pour le Guatemala).

LES PLAQUES «TECTONIQUES»

La surface entière de la terre est constituée d'immenses plaques rigides (composées de matériaux solidifiés) reposant sur des matériaux rendus visqueux par la chaleur dégagée par le centre de la terre. Aussi ces plaques, flottant en quelque sorte sur cette couche visqueuse se déplacent-elles. Le déplacement des plaques est d'ailleurs dû à l'activité interne même de la terre. Par exemple, l'Atlantique est barré du pôle Nord au pôle Sud d'une «dorsale», une gigantesque faille, qui sépare les plaques Euro-africaine et Américaine, faille par laquelle remontent les laves en fusion. C'est ce qui a donné naissance à des îles volcaniques telles les Açores et même l'Islande.

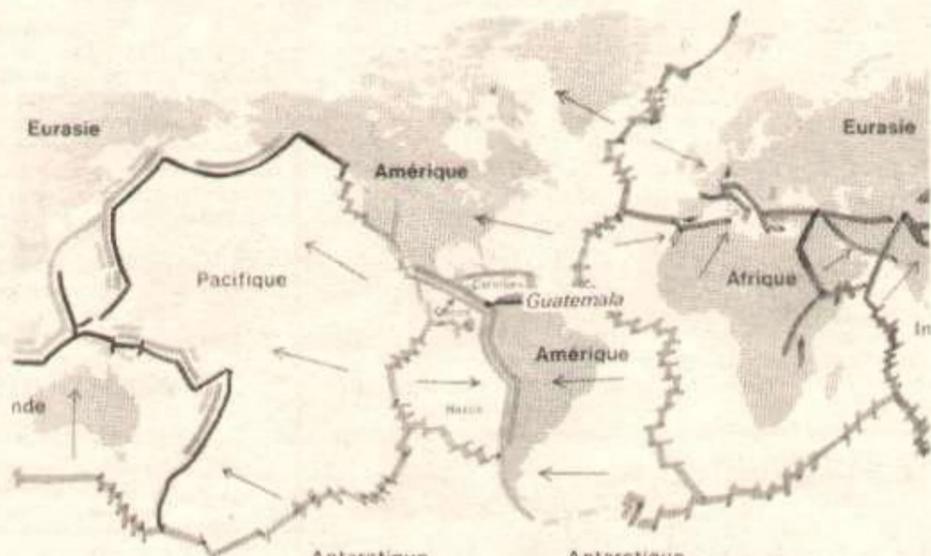
Les laves en fusion qui sortent de telles failles s'agglomèrent aux plaques tectoniques, et les repoussent donc. C'est le cas de la plaque dont la partie émergée est l'Amé-

ricaine. Le cas du Guatemala s'explique par l'enfoncement de la plaque américaine, compliqué (et aggravé) par la position frontière que ce pays a entre trois plaques tecto-

qu'elles se renouvellent sans cesse. Ces deux continents se trouvent sur des plaques qui s'éloignent l'une de l'autre, et formaient un seul continent avant la gigantes-

ront soumises (cf carte ci-contre). Les zones frontières de forte tension sont donc connues. Cela ne suffit pas à prévoir dans le temps la possibilité de séismes importants (les séismes légers, à peine perceptibles sont très nombreux). Cependant l'analyse fine des ondes sismiques par des détecteurs appelés sismographes peut permettre une certaine prévision. D'autre part, l'étude des secousses qui se produisent en profondeur (-600 km) là où s'enfoncent les plaques peut aussi amener à prévoir des secousses dans la couche superficielle, là où elles peuvent être catastrophiques. Jusqu'à présent, les prévisions ne sont pas très fines. C'est plutôt au Japon qu'en Amérique Centrale que des séismes étaient prévus en cette période. Mais même si l'on parvenait à une précision satisfaisante, les prévisions seraient-elles utilisées ? On peut en douter pour les pays où priment le profit et la peur de toute «panique» qui pourrait pousser à bouleverser l'ordre des choses. En témoigne l'écho donné à cette étude de l'université du Colorado, selon laquelle toute menace formulée produirait une baisse de 25 % de l'activité économique, «sans parler de la psychose de panique». A ce niveau, l'obstacle dans la lutte contre les séismes est plus politique que scientifique !

Eric BREHAT



Sur cette carte, les lignes brisées indiquent les failles qui limitent les plaques tectoniques, les flèches le sens de leur déplacement. On distingue particulièrement la faille de l'Atlantique.

rique du Sud, ainsi poussée vers l'Ouest. A l'opposé, ces plaques en mouvement disparaissent sous la croûte terrestre, dans d'autres failles océaniques. La plaque américaine s'enfonce sous le Pacifique, dans une fosse située le long de la Cordillère des Andes. C'est précisément ce lent enfoncement survenant par à coups, qui est responsable des «cassures» dans le manteau terrestre que sont les tremblements de ter-

niques soumises à des tensions contradictoires.

LA DÉRIVE DES CONTINENTS

La remarque de bon sens concernant l'emboîtement parfait entre les côtes Ouest de l'Afrique et Est de l'Amérique du Sud trouve son explication dans l'existence des plaques tectoniques (on devrait plutôt dire des «tapis roulants» tectoniques, puis-

que activité volcanique qui a produit la division actuelle des continents. Actuellement, les deux rives de l'Atlantique continuent à se séparer, à la vitesse de 1 cm par an. C'est «la dérive des continents».

LA PRÉVISION

Aujourd'hui, on connaît le pourtour à peu près exact des plaques, ainsi que le sens des tensions auxquelles elles se-

TELEVISION

Programme

MERCREDI 11 FÉVRIER

TF 1

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Alors raconte
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Qui j'ose aimer
- 22 h 25 - Jeux olympiques
- 22 h 40 - Un mandarin vous parle : le professeur Milliez
- 23 h 40 - JOURNAL et fin

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Police story
- 21 h 30 - C'est-à-dire
- 22 h 15 - Jeux olympiques
- 23 h 00 - C'est-à-dire-suite
- 23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - flash JOURNAL
- 20 h 00 - Programmes régionaux
- 20 h 30 - hommage à Richard Brooks : bas les masques
- 21 h 55 - JOURNAL et fin

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME:

Poursuivant le récit de sa vie, Mao Tsé-Toung parle des années qui suivent le renversement de la dynastie mandchoue (1911) et la proclamation de la République par Soen Yat-sen. Mao est alors étudiant à l'École Normale provinciale du Hounan et s'intéresse de près à la situation politique.

16^e épisode :

LES SOCIÉTÉS RÉVOLUTIONNAIRES

UNE PETITE ANNONCE

«En veine d'épanchement et éprouvant le besoin de quelques compagnons intimes, je fis un jour passer dans un journal de Tch'ang-cha une annonce invitant les jeunes gens s'intéressant aux activités patriotiques à prendre contact avec moi. Je spécifiai des jeunes gens aguerris et résolus, et prêts à consentir des sacrifices à leur pays. A cette annonce, je reçus trois réponses et demie. Une était de Lieou Kiang-long, qui devait plus tard entrer au Parti communiste et ensuite le trahir. Deux autres venaient de deux jeunes hommes qui, avec le temps, devinrent des réactionnaires ultra. La «demi-réponse» venait d'une jeune femme très réservée appelée Li Li-san (1). Li écouta tout ce que j'avais à dire, et puis s'en alla sans faire lui-même la moindre proposition, et notre amitié ne se noua jamais.

LE NOYAU

«Mais graduellement, je réussis à constituer autour de moi un groupe d'étudiants, et le noyau en était formé de ce qui plus tard devint une société qui devait exercer une large influence sur les affaires et la destinée de la Chine. C'était un petit groupe d'hommes à l'esprit mûr et qui n'avaient pas de temps à perdre en banalités. Tout ce qu'ils faisaient ou disaient devait avoir un but. Ils se détournèrent de l'amour et du romanesque et considéraient les temps comme trop critiques et le

besoin de connaissances comme trop urgent pour parler de femmes ou d'affaires personnelles. Je ne m'intéressais pas aux femmes. Mes parents m'avaient marié quand j'avais quatorze ans à une fille de vingt ans, mais je n'avais jamais vécu avec elle - et ne vécus jamais avec elle ultérieurement. Je ne la regardais pas comme ma femme et, dans ce temps-là, ne pensais qu'à elle. En dehors des discussions sur le charme féminin, qui jouent ordinairement un rôle important dans la vie des jeunes gens, mes compagnons rejetaient même toute conversation portant sur les sujets ordinaires de la vie quotidienne. (...) Mes amis et moi préférons ne causer que de vastes sujets - la nature de l'homme, la société humaine, la Chine, le monde et l'univers !

CULTURE PHYSIQUE

«Nous devînmes aussi de fervents adeptes de la culture physique. Pendant les vacances d'hiver, nous faisons des randonnées à travers champs, dans les montagnes, le long des remparts et à travers les ruisseaux et les rivières. S'il pleuvait, nous retirions la chemise et appelions cela un bain de pluie. Quand le soleil était chaud, nous la retirions de même et parlions d'un bain de soleil. Par les vents du printemps, nous criions que c'était un nouveau sport dénommé «bain de vent». Nous dormions à la belle étoile alors que la gelée tombait déjà et passions les rivières à la nage même en novembre. Tout cela se faisait au titre de l'«entraînement physique». Cela contribua peut-être beaucoup à la résistance corporelle dont je devais avoir si grand besoin plus tard dans mes marches et contremarches à travers la Chine du sud et au cours de la Longue Marche du Kiangsi au Nord-ouest.

LA JEUNESSE MILITANTE

«J'organisai une vaste correspondance avec de nombreux étudiants et amis dans d'autres villes et localités. Peu à peu, je me rendis compte de la

nécessité d'une organisation plus étroitement soudée. En 1917, avec des amis, j'aidai à la fondation de la Hsin-min-hsue-hoei (2). Elle eut de soixante-dix à quatre-vingts membres, et parmi ceux-ci nombreux furent ceux qui devaient devenir illustres dans le mouvement communiste et l'histoire de la Révolution chinoise. (...)

Les membres de la Hsin-min-hsue-hoei périrent en majorité dans la contre-révolution de 1927.

«Une autre société, qui se forma vers le même temps et qui ressemblait à la Hsin-min-hsue-hoei, fut la «Société du Bien-Etre social» du Houpei. Beaucoup de ses membres se firent plus tard communistes. (...)

Ailleurs, en Chine, notamment à Changhai, Hang-tchow, Han-k'ow et Tientsin (3), des sociétés d'avant-garde furent organisées par la jeunesse militante dont l'influence commençait à se faire sentir dans la vie politique chinoise.

«Pour la plupart, ces sociétés se formaient plus ou moins sous l'influence de «La Jeunesse» (Hsin-ts'ing-nien), la célèbre revue de la renaissance littéraire publiée par Tch'en Tou-hsieou (4). (...)

«En ce temps-là, mon esprit était un curieux mélange de libéralisme, de réformisme démocratique et de socialisme utopique. J'avais une passion plutôt vague pour la «démocratie du XIX^e siècle», pour l'idéalisme des utopistes et pour le libéralisme à la vieille mode, et j'étais franchement antimilitariste et anti-impérialiste.

(à suivre)

(1) Plus tard, secrétaire général du PCC de 1927 à 1931
 (2) «Association culturelle du peuple éclairé»
 (3) A Tientsin c'était la Tchou-wou-hsue-hoei, ou «Association Culturelle du Réveil» qui marchait en tête dans l'organisation de la jeunesse avancée. Chou En Lai en était un des fondateurs.
 (4) Il sera un des fondateurs du PCC en 1921

INTERNATIONAL

PORTUGAL

LES PATRONS REVIENNENT, LES TRAVAILLEURS LUTTENT

Il y a quelques jours, dans un meeting, un travailleur demandait : «*Serait-ce le retour des saboteurs qui sauvera la situation économique catastrophique du pays ? Rapporтерont-ils l'argent qu'ils ont emporté en fraude ? Prétendent-ils aider le pays ou revenir de nouveau pour exploiter les travailleurs ?*»

Durant la semaine dernière, commencèrent à se créer les conditions pour apporter une réponse :

Les installations des supermarchés Mealheiro do Lor étaient mises sous scellées ; forme de pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent le retour de leur patron. Etait aussi annoncé le retour de l'industriel Manuel Gonçalves à la fabrique de textile de Famalicao qui porte le nom de sa famille. Etait aussi «*demandé par les travailleurs*» le retour des patrons à Sacar, à la fabrique de Fiacao, de Tomar, etc...

La commission administrative de l'entreprise Martins et Rebelo sera remplacée par une autre, dont curieusement font partie un neveu et un petit-fils de l'ancien patron. Les travailleurs de l'entreprise Pimenta (bâtiment), les entreprises de transports nationalisées, de la plus grande chaîne de supermarchés du Portugal, Pao d'Acucar s'inquiètent : le gouvernement a démissionné les commissions administratives.

PEU DE RESISTANCE POURQUOI ?

On peut s'étonner que des travailleurs réclament le retour de leur ancien patron, le PCP parle de manipulation par les fascistes, qu'en est-il exactement ? Toutes les entreprises nationalisées l'ont été lors du gouvernement de Vasco Gonçalves et les commissions administratives nommées pour diriger les entreprises étaient composées en majorité par des élé-

ments du PCP, de plus les conditions de travail ne se sont pas améliorées car les travailleurs devaient mener la bataille de la production pour renouveler l'entreprise et le pays.

Quand on sait que 64% des travailleurs gagnent moins de 6000 escudos par mois (1000 francs) et qu'un administrateur d'entreprise en gagne 25000, plus divers avantages en nature : le terrain est tout préparé pour les agents à la solde de l'ancien patron, pour manipuler les assemblées de travailleurs et leur faire réclamer la démission de la commission, le retour de l'ancien patron. Quand ce n'est pas les travailleurs qui demandent le retour de l'ancien patron, c'est le gouvernement qui démissionne les commissions administratives et en crée même de nouvelles avec la

présence du patron ou des membres de sa famille.

Devant ces mesures, le PCP se trouve dans une impasse, sa tactique actuelle c'est : «*contre l'avancée fasciste, l'unité de toutes les forces démocratiques et socialistes, l'unité avec le Parti Socialiste et conserver les acquis de la révolution : les nationalisations et la réforme agraire...*»

Or, c'est justement un gouvernement à majorité PS qui a réduit la réforme agraire à son minimum et qui fait revenir les patrons. Pour maintenir son alliance avec le PS, le PCP se voit donc obligé d'accepter ces mesures, ce qui ne va pas sans créer des problèmes avec la classe ouvrière qui admet déjà mal les attaques répétées des révisionnistes contre les «*gauchistes*»...

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Timex : les travailleurs continuent leur lutte contre les licenciements et les réductions d'horaire. Pour tenter d'empêcher la solidarité, l'administration a décidé d'interdire l'entrée de l'usine à

tout journaliste et membre d'autre commission de travailleurs. Pour cela, elle a fait appel à la GNR (Garde Nationale Républicaine) qui armée de «*G3*» (pistolets mitrailleurs) contrôle l'entrée de l'usine.

La Soda Povoia (filiale de la multi nationale belge Solway) arrête la production de produits chimiques pour réclamer un 13^e mois. La fabrication de Soda Povoia, seule usine au Portugal, touche plus de 200 entreprises. Les travailleurs, conscients du risque que leur lutte peut mettre au chômage des milliers de travailleurs, ont invité les commissions de travailleurs des usines concernées à leur assemblée générale.

De nombreuses autres usines sont en grève pour des augmentations de salaire, ainsi que les travailleurs du commerce, qui annoncent une grève générale pour mercredi. Une caissière expliquait : «*nous sommes des mendiants en cravate et nous entendons tous les jours les lamentations des gens qui se plaignent des prix qui montent tout le temps*».

De notre correspondant
Antoine JALLIEU



Palestine : Husseïn guigne à nouveau la Cisjordanie

Après la décision du roi Husseïn de Jordanie de réactiver le «*conseil consultatif du royaume*», le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine s'est réuni samedi sous la présidence de Yasser Arafat. L'agence palestinienne Wafa écrit :

vont de pair avec les manœuvres israélo-américaines visant à réactiver le rôle de la Jordanie au détriment du peuple palestinien, de ses droits et de sa cause.

Effectivement, les dernières mesures prises par le «*petit roi*» de Jordanie viennent après des ru-

meurs persistantes d'une tentative de Washington et Tel Aviv pour régler la question de la rive orientale du Jourdain avec le roi Husseïn, en éliminant complètement l'OLP.

Il faudra surveiller l'attitude de la Syrie, qui s'est rapprochée de la Jordanie, et qui dispose aujourd'hui

par sa présence au Liban de moyens de pression sur la résistance. Il faudra également garder un œil sur les tentatives, notamment soviétiques, de faire renoncer la Résistance à son objectif de libération de toute la Palestine, en échange d'un Etat limité à la Cisjordanie.

Affaire Patricia Hearst

Dans le box des accusés, une fille de 21 ans, pâle, maigre, grande. Et puis, 300 journalistes, de longs articles quotidiens, 3,5 millions de dollars pour traquer Patricia Hearst, 200 000 dollars pour tenir le procès, qui durera huit semaines.

Tout a commencé le 2 février 1974 : Patricia disparaît, enlevée par une organisation, l'Armée Symbionaise de Libération. Coup de théâtre le 15 avril 1974 : Patricia est photographiée alors qu'elle participe à une attaque de

L'AMÉRIQUE CONTEMPLE SA DÉCADENCE

banque ; elle braque une mitraillette. La chasse commence, suivie jour après jour par la presse US. Un jour d'automne 74, une villa appartenant à l'Armée Symbionaise de Libération est prise d'assaut par la police : tous les occupants sont morts, carbonisés. Patricia reste la seule survivante du hold-up.

Finalement Patricia est arrêtée, il y a quatre mois. Pourquoi un tel intérêt pour une fille de 21 ans membre d'un «*groupe terroriste*» ? Parce que le

père Hearst est un magnat de la presse. Arrivé aux Etats-Unis avec rien, il a construit une fortune, c'est l'image que les Américains donnaient d'eux-mêmes il y a quelques 20 ou 30 ans.

Pour tout l'«*establishment*» américain qui voit la jeunesse de son propre milieu affirmer son dégoût pour les valeurs (marchandes) les plus solides de la société américaine, par tous les moyens. L'affaire Patricia Hearst, c'est un peu la décadence de la jeunesse dorée américaine.

Dévaluation de 11 % de la peseta

La peseta qui flottait depuis janvier 74 vient d'être dévaluée de 11% par rapport au dollar. C'est la sanction de fait d'une situation économique peu brillante. Le déficit du commerce extérieurs est beaucoup aggravé et on assiste depuis environ 6 mois à une fuite de capitaux, à des ventes de biens immobiliers (appartements en particulier). La mesure prise par le gouvernement espagnol vise à favoriser les exportations et à encourager le tourisme, véritable manne pour l'oligarchie. En effet, alors qu'il y a 2 ans, 35 millions de touristes s'étaient rendus en Espagne, l'an dernier, le chiffre était tombé à 30 millions, les tarifs hôteliers tendant à s'égaliser avec ceux des autres pays méditerranéens. Redonner du souffle au tourisme, c'est une des conditions pour échapper aux difficultés.

Le serpent européen en proie à la fièvre spéculative

Après la dévaluation de 11% de la peseta, la monnaie espagnole, les monnaies du serpent européen sont à leur tour touchées par la spéculation. La Banque de France a dû intervenir à coups de milliards sur le marché des changes pour soutenir le franc dont de grosses quantités ont été vendues par des spéculateurs. Le franc comme la lire et la livre est de nouveau en baisse et on reparle d'une possible dévaluation. En revanche, le mark est très demandé, les spéculateurs misent sur sa réévaluation. Ces mouvements spéculatifs divers montrent la fragilité du système monétaire commun élaboré par les pays du marché commun.

France-Libye : coopération et déception

A l'occasion de la visite en France du premier ministre libyen Jafoud, le président Kadhafi a accordé une interview au Monde. Tout en se donnant cinq ans pour «*émettre un jugement définitif sur le comportement de la France*», le chef d'Etat libyen a fait état de sa «*déception*» concernant l'attitude de notre gouvernement. Prenant nettement position en faveur du peuple sahraoui, Kadhafi a déclaré : «*nous avons la pénible impression que la France se comporte en marchand de canons*».

Le peuple du Guatemala continue à connaître de grandes souffrances après la catastrophe qui s'est abattue sur son pays. Les 664 secousses qui ont ébranlé le sol ont fait 16 000 victimes officiellement dénombrées. Un million de personnes se trouvent sans abri.

Mozambique : «s'engager pour aider le peuple du Zimbabwe»

«*Notre devoir aujourd'hui est de nous engager comme volontaires pour aider le peuple du Zimbabwe, (Rhodésie) et, si c'est nécessaire de combattre leurs ennemis parce que la liberté du Zimbabwe c'est la liberté du Mozambique*» a déclaré Samora Machel, le président du Mozambique au cours d'un meeting de masse à Lourenço Marquês.

Quelques jours après avoir rencontré les présidents de Zambie, de Tanzanie et du Botswana, il a affirmé au cours du même discours que toute tentative d'utiliser le Mozambique comme une base d'agression contre ces pays serait contrecarrée par les forces mozambicaines.

Les quatre chefs d'Etat, bien que n'ayant pas eu la même attitude à l'égard du MPLA, se sont consultés sur le problème de l'Angola au cours de la même réunion. Loin d'accepter la division, les pays d'Afrique Australe entreprennent de s'unir contre les régimes racistes.

Somalie contre France à l'ONU

A la demande de la Somalie, le Conseil de Sécurité a décidé de repousser son débat sur les deux plaintes contradictoires déposées par la France et la Somalie. Un certain nombre de pays du Tiers-Monde s'efforceraient de faire retirer les deux plaintes, afin d'éviter une confrontation entre un des membres de leur groupe et un pays qui, dans un certain nombre d'occasions, s'était démarqué des deux super-grands. Cependant, il faudra bien probablement en venir à trancher sur la question de ce qui n'est qu'une vulgaire agression colonialiste de notre gouvernement.